

L'Espagne se joint à la plainte sud-africaine contre Israël devant la Cour internationale de justice

Description



Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez (PSOE, S&D) a déclaré que cette décision était nécessaire pour soutenir la CIJ et garantir que l'Espagne reste du bon côté de l'histoire. [EPA-EFE/LINA SELG]

L'Espagne se joindra à la procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ). Celle-ci concerne la situation humanitaire dans la bande de Gaza afin d'aider à restaurer la paix dans la région. Un geste diplomatique qui survient quelques jours après que Madrid, avec l'Irlande et la Norvège, ait reconnu l'État palestinien.

Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez (PSOE, S&D) a déclaré que cette décision était nécessaire pour soutenir la CIJ et garantir que l'Espagne reste du bon côté de l'histoire, a rapporté [EFE](#), partenaire d'Euractiv.

Il a réitéré que Madrid restait engagée à garantir la paix en Ukraine et au Moyen-Orient.

S'exprimant sur la frappe aérienne israélienne de jeudi (6 juin) sur l'Accole de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui a tué au moins 40 personnes et en a blessé des dizaines d'autres, M. Sánchez a déclaré qu'elle s'ajoutait au «*bilan insupportable de 36 000 victimes gazaouies*» depuis que le conflit est intensifié en octobre.

Après avoir rappelé que, selon l'ONU, 90 % des enfants de Gaza souffrent de malnutrition et que des milliers de Palestiniens ont perdu leur foyer, M. Sánchez a souligné l'engagement du gouvernement et de la société espagnole en faveur de la paix et du respect du droit international.

Le Premier ministre espagnol a également réitéré sa condamnation des attentats du 7 octobre au cours desquels le Hamas a tué quelque 1 200 personnes et pris 250 otages, sa demande de libération de tous les prisonniers et son appel à un cessez-le-feu permanent.

Le gouvernement espagnol a décidé de s'associer à la procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël en raison de la poursuite de l'offensive israélienne dans l'enclave palestinienne d'achirée par la guerre et de «*la très grande inquiétude*» que suscite l'extension du conflit dans d'autres régions du Moyen-Orient, a déclaré plus tôt jeudi le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares (PSOE).

«Il s'agit d'une mesure que nous évaluons depuis de nombreuses semaines, que d'autres pays ont déjà prise et que d'autres ont annoncé qu'ils allaient prendre. Notre objectif est double : rétablir la paix à Gaza et au Moyen-Orient, et respecter le droit international», a déclaré M. Albares.

L'Espagne se joint au Mexique, à la Colombie, au Nicaragua et à la Libye qui soutiennent l'Afrique du Sud dans [cette affaire devant la CIJ](#).

«Il est urgent que nous soutenions tous la Cour afin que les mesures préventives visant à arrêter toute opération militaire soient respectées. Et il est essentiel que nous renforçons tous les Nations unies en soutenant le rôle de la Cour en tant qu'organe judiciaire suprême d'un système international fondé sur des règles», a déclaré M. Sánchez.

L'offensive militaire israélienne dans la bande de Gaza a débuté en réponse à l'attaque du 7 octobre menée par la branche armée du mouvement islamiste palestinien Hamas.

L'armée israélienne a ainsi tué plus de 36 580 personnes, en a blessé 83 000 et en a fait disparaître quelque 10 000, selon le ministère de la Santé de la bande de Gaza.

Il y a quelques jours, le parti Sumar, partenaire du PSOE au sein du gouvernement, a également appelé l'Espagne à prendre la mesure annoncée par M. Albares ce jeudi.

«Notre pays peut et doit soutenir l'initiative sud-africaine devant l'organe judiciaire de l'ONU. Pour la justice et le bon sens», a déclaré Yolanda Díaz, dirigeante de Sumar et vice-première ministre.

Mme Díaz est félicitée jeudi de la décision annoncée par M. Sánchez, mais elle a également demandé à l'Espagne de se montrer plus ferme à l'égard d'Israël.

«Je suis fière d'appartenir au gouvernement espagnol. Mais nous ne sommes pas satisfaits. Nous devons continuer à prendre des mesures : le rappel de notre ambassadeur en Israël et un embargo total sur les armes. Nous devons mettre fin au génocide», a-t-elle déclaré.

Source: [Euractiv.fr](#)

date créée
2024/06/07